

comme excuse l'ivresse ; il n'en fut pas moins incarcéré, mais remis en liberté le jour même, sur les réclamations de la Société populaire.

Cependant, on continuait à traquer ceux qui violaient la loi du maximum. Un des plus compromis semble avoir été le citoyen Perrot, galocher, qui avait payé vingt et une livres un noyer mort. Cette affaire donna lieu à une longue discussion. Pourtant, d'après l'accusé, les faits étaient simples : il avait acheté l'arbre avant le siège, mais il l'avait laissé sur place pour ne s'en servir que lorsqu'il en aurait besoin... Enfin, on découvrit les véritables accapareurs : ils étaient à Villeurbanne ! Dans cette commune, d'après le rapport de deux commissaires, « on accapare les denrées en fruits, volailles, pommes de terre, cochons, veaux et autres... On leur a demandé à eux-mêmes des prix énormes de ces différentes denrées ». Le registre ne nous dit pas comment Villeurbanne réussit à se disculper.

C'est également au Comité de Surveillance qu'incombait l'instruction du peuple — l'instruction civique s'entend. Elle était donnée chaque décadi dans le Temple de la Raison, c'est-à-dire la « ci-devant église ». Toutefois les citoyens Dolle et Menu qui, le 10 nivôse an II, avaient été chargés de cette instruction, constataient avec peine qu'ils n'avaient attiré que « très-peu de monde ». La construction d'un autre Temple de la Raison avait été décidée et la direction des travaux en avait été confiée au citoyen Dumont. Elle rencontra des obstacles divers, dont certains suscités précisément par la loi du maximum. C'est ainsi que les citoyens Colleta et Patard, marchands de bois, déclarèrent qu'ils « ne voulaient rien livrer au maximum ». Arrêtés immédiatement et conduits au Comité, « leurs réponses confirmèrent les dires des commissaires ». Ils se plaignaient que l'on se fût adressé à eux pour « les mettre en perte » et déclarèrent qu'ils entendaient « vendre leurs marchandises aux prix et aux personnes qu'il leur conviendrait », ce qui fit maintenir leur arrestation.

Il y eut, à la Guillotière comme ailleurs, des fêtes civiques pour la prise de Toulon et la fête de la Raison. Le Comité de Surveillance en arrêta le programme le 13 nivôse, mais sans doute l'exécution n'offrit-elle que peu d'éclat, car elle n'est même pas mentionnée sur notre cahier. A la fin de pluviôse, c'est-à-dire vers le 20 février 1794, s'arrête le registre qui nous a permis de jeter ces lueurs sur la vie du faubourg, dans cette période de